Sous-marin nucléaire iranien : Trump surpris, Israël furieux | Lawrence Wilkerson et Anthony Aguilar

L'Iran a dévoilé une nouvelle arme alors qu'Israël fait furieusement pression pour reprendre la guerre avec le soutien américain. Le colonel Lawrence Wilkerson et le lieutenant-colonel Anthony Aguilar discutent des derniers développements dans la multitude de guerres en pleine évolution qui transforment l'ordre mondial dans des proportions incommensurables. Abonnez-vous pour davantage d'analyses géopolitiques approfondies ! Partagez vos réflexions dans les commentaires ci-dessous ! Soutenez la chaîne : Patreon : https://www.patreon.com/dannyhaiphong ABONNEZ-VOUS SUR RUMBLE : Rumble : https://rumble.com/c/DannyHaiphong Suivez-moi sur les réseaux sociaux : Twitter : https://twitter.com/DannyHaiphong Telegram : https://t.me/DannyHaiphong D'autres façons de soutenir la chaîne : https://www.buymeacoffee.com/dannyhaiphong Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : $Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : https://paypal.me/spiritofho #iranwar #nuclearwar #trump

#Danny

Bienvenue à toutes et à tous pour la suite de cette émission. Comme vous pouvez le voir, je suis en compagnie de Lawrence Wilkerson, colonel de l'armée de terre à la retraite et ancien chef de cabinet, ainsi que d'Anthony Aguilar, ancien lieutenant-colonel, auteur, analyste et journaliste, pour faire le point sur les derniers développements. Messieurs, je voulais commencer par les propos tenus cette nuit par Mohsen Rezaei. Il a déclaré que l'Iran avait catégoriquement rejeté les exigences américaines visant à lui faire transférer son uranium enrichi hors du pays, parce que les Iraniens développent, et ont déjà développé, des navires et des sous-marins à propulsion nucléaire. Ces déclarations interviennent alors que Donald Trump semble quelque peu pris de court par la position de l'Iran. Il s'est mis à ignorer le pays, affirmant qu'un accord n'était plus nécessaire. J. D. Vance a été écarté de toute négociation avec l'Iran pour s'occuper à la place de la prétendue corruption au sein du Parti démocrate.

Alors, Israël est plutôt en colère face à l'ambivalence et à la position ambiguë des États-Unis en ce moment sur la guerre avec l'Iran. Netanyahou et Trump auraient eu une violente altercation au téléphone au cours des dernières quarante-huit heures. Netanyahou demanderait chaque jour à Trump d'intervenir et de reprendre les attaques d'envergure contre l'Iran. Dans le même temps, Israël ordonne des préparatifs pour une nouvelle frappe. Vous savez, colonel Wilkerson, on dirait qu' on a perdu Tony. Tony, vous êtes toujours là ? Ah, vous revoilà. Colonel Wilkerson, commençons par vous. Qu'en pensez-vous ? Parce qu'on avait entendu dire que J. D. Vance avait un délai de deux

semaines pour aller discuter avec les Iraniens et parvenir à quelque chose avant les frappes. Maintenant, tout cela a été annulé. Comment analysez-vous la position des États-Unis à ce stade, ainsi que l'annonce par l'Iran du développement de ces navires et sous-marins à propulsion nucléaire ?

#Lawrence Wilkerson

Pour vous répondre, Danny, je dois d'abord rappeler le contexte : cette situation déconcertante après la défaite retentissante et historique infligée au Parti républicain par le peuple américain le trois novembre, et les premières déclarations de Donald Trump, plutôt empreintes de contrition. Pas qu'il ait reconnu avoir perdu, hein. S'il avait lui-même été candidat, ils n'auraient pas perdu, a-t-il dit. Mais il y avait au moins une certaine contrition, enfin, ce qui s'en rapproche le plus chez Donald Trump, et la reconnaissance qu'il allait devoir gouverner pendant deux ans avec les moyens que lui donne la Constitution, le principal étant son droit de veto. Mais il risquait d'avoir un peu de mal à faire beaucoup des choses qu'il voulait faire, et pour le Parti républicain, ce serait quasiment impossible. C'est incroyable.

Enfin, on a même le premier élu noir du Mississippi au Congrès depuis la Reconstruction, dont la victoire aux élections dans cet État a été confirmée. Dieu merci. Il était temps que le Mississippi entre dans le vingt et unième siècle. Alors, après tout ça, après avoir parlé à Stephen Miller, à Russ Vought, à Pete Hegseth, et peut-être à d'autres — Laura Loomer me vient tout de suite à l'esprit, elle dont il semble suivre les conseils dans une mesure démesurée —, il a changé d'avis. Politiquement parlant, il joue désormais une tout autre partition.

Et l'exemple le plus flagrant, le plus anticonstitutionnel et le plus scandaleux, c'est ce qu'il a ordonné à son ministère de la Justice de faire : s'en prendre à chaque élu démocrate du Congrès qui émet une citation à comparaître, qui annonce qu'il va tenir une audition sur un acte de l'administration Trump, ou qui fait quoi que ce soit d'autre dans l'exercice de ses droits constitutionnels. Je parle de leurs droits constitutionnels en tant que membres du Congrès des États-Unis actuellement en fonction, mais aussi en tant que citoyens américains. Ça s'appelle la liberté d'expression. Il va poursuivre ces gens en justice. Il va s'en prendre à eux. « Émettez une citation à comparaître, et je vous mets en prison. » Et ce qui me vient immédiatement à l'esprit, c'est ce que Powell disait tout le temps.

Le Congrès n'a pas d'armée. Et moi, je disais souvent : « Lisez l'article premier. Ils ont toute l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air et tout le reste. » Oui, mais ils ne peuvent pas leur donner des ordres. Alors ma question, c'est : quelle part des forces armées, toutes composantes confondues, Pete Hegseth a-t-il convaincue de se ranger du côté de Trump ? Et quelle part des effectifs de l'ICE, la police de l'immigration, la secrétaire à la Sécurité intérieure a-t-elle convaincue de se ranger du côté de Trump, si tout cela devait déboucher sur une situation qui ressemble presque à une guerre

civile ? Pourquoi ferait-il ça ? Pourquoi se précipiterait-il, à mon avis, vers la catastrophe, en y entraînant le pays, s'il est vraiment sérieux et commence à passer à l'acte ? Et puis, j'en viens aux guerres.

J'en viens à la guerre en Ukraine et à ce qui vient de se passer à Abou Dhabi, où les Européens se sont couverts de ridicule de façon absolument insensée, en parlant d'une architecture de sécurité européenne. Enfin, un sujet dont il aurait fallu parler il y a quinze, vingt ans. On commence enfin à en parler, et voilà que les Européens annoncent que, eh bien, il faut préserver la possibilité pour l' Ukraine d'adhérer à l'OTAN, avec tout ce que cela implique. Vous êtes fous ? Vous n'avez donc rien écouté ? Et puis, j'ai regardé l'entretien avec Witkoff et Kushner, dans un cadre tout à fait remarquable pour Poutine. Tout était blanc, rose et mauve. Ils étaient tout près les uns des autres. Ils pouvaient vraiment se voir de part et d'autre de la table. Il n'y avait pas cette distance immense que Poutine exige d'habitude. Ils étaient vraiment dans un cadre intimiste.

Et Poutine avait choisi un interprète qui ne se contentait pas de traduire ses propos du russe vers l' anglais. Je vous jure, en le regardant, on voyait qu'il reproduisait aussi les mimiques de Poutine sur son propre visage. On aurait dit un deuxième Poutine, à côté de Poutine, qui donnait la traduction en anglais. Et Poutine a gardé son calme tout au long de ses propos. Mais il était essentiel de faire passer ce message à Witkoff et à Kushner en particulier, même si je ne pense pas qu'ils en feront quoi que ce soit. Et en substance, il a dit : « Ça fait plus de quatorze ans que je vous explique ce que la situation exige pour que je puisse conclure un accord. Ça fait quatorze ans que je vous le dis. Et les paramètres n'ont pas changé d'un iota. Au contraire, je suis inflexible, et le peuple russe est encore plus inflexible qu'auparavant. » Ça ne s'invente pas. Quelle mise en scène au service de Poutine, et quelle démonstration de la façon dont le décor donne le ton à la rencontre.

Parce qu'il a organisé ça de manière très différente des réunions habituelles avec Poutine. C'était très intime, dans le sens où il s'adressait directement à eux : « Rapportez ce message, parce que je ne vais plus le répéter bien longtemps. Ce que je vais faire maintenant, c'est détruire Kyiv, détruire Zelensky, détruire l'Ukraine. Et ensuite, je vais vous rire au nez en achevant le travail, et vous dire : "Alors, vous en voulez encore ? Moi, je suis prêt." » Un désastre. Et en Asie du Sud-Ouest, c'est encore plus désastreux. Et en ce moment, tout tourne autour de l'individu le plus sanguinaire, le plus meurtrier de la planète. Je le compare à Adolf Hitler : Bibi Netanyahou. Et par-dessus tout ça, même dans le système politique obscur, incroyablement complexe et démentiel que les sionistes ont créé en Israël, même dans ce système-là, ce n'est vraiment plus à lui de prendre ces décisions.

Il a été mis à la porte, en gros. Mais il va prendre cette décision, puis se tourner vers Trump et lui dire : « Vous êtes soit avec moi, soit contre moi. » C'est, je crois, ce qu'il vient de dire. Et il va relancer cette guerre. Et voici ce qui est remarquable : il a derrière lui quatre-vingts à quatre-vingt-cinq pour cent des citoyens juifs du petit État d'Israël, qui est très loin d'être une démocratie libérale. Ils ne le soutiennent pas forcément lui, personnellement, mais ils soutiennent ce qu'il veut

faire. Ce qui constitue une condamnation de cet État sans équivalent dans l'histoire des États. Et pourtant, nous sommes peut-être en train de nous laisser entraîner dans un désastre avec le dirigeant de cet État, tel qu'il se conçoit lui-même. Désolé d'avoir parlé aussi longtemps.

#Danny

Non, non. Très bonne introduction, colonel Wilkerson. Alors, Anthony, je vous pose la même question, et vous pouvez aussi réagir à tout ce qui vient d'être dit.

#Anthony Aguilar

Eh bien, quand on regarde cet appel téléphonique entre Netanyahou et Trump dont on a entendu parler, je me demande : quelle conversation avec Trump se déroule sans cris ni hurlements ? Il écrit ses tweets tout en majuscules. J'ai du mal à imaginer beaucoup de conversations avec Donald Trump sans éclats de voix, sans exagération ou sans emportement. Mais dans ce cas précis, avec cette discussion avec Netanyahou, qui dirige toujours le gouvernement chargé des affaires courantes, ce dernier a réuni le Conseil de sécurité nationale israélien. Ce conseil compte neuf ministres, dix si l'on inclut Netanyahou, qui le préside. Ben-Gvir, Smotrich et Herzog en font tous partie. Et Netanyahou a ordonné à l'armée israélienne de commencer à prendre les mesures nécessaires pour mettre à exécution les plans déjà établis afin de poursuivre et de relancer les frappes contre l'Iran.

Donc, le dix octobre, ces plans ont été présentés à Netanyahou. Le dix-neuf octobre, le secrétaire à la Défense Hegseth s'est rendu en Israël, sur la base aérienne d'Ovda, où il a reçu les mêmes informations. Il venait essentiellement transmettre le message du président, mais aussi se faire expliquer ce plan. Et hier soir, Netanyahou a ordonné aux forces aériennes de Tsahal de commencer les préparatifs pour mener ces frappes. Le cabinet de sécurité se réunira ce dimanche quinze pour décider de la suite, c'est-à-dire de ce qu'Israël va faire. Dimanche, l'USS Theodore Roosevelt entrera dans la zone de responsabilité du Commandement central américain, en mer d'Arabie.

Ils sont actuellement en mer d'Andaman et se dirigent vers la zone de responsabilité du Commandement central. Ils y seront dimanche. On voit donc ces deux éléments converger, en plus de ce qu'on a entendu de la part de l'Iran sur la levée de la limite de portée de deux mille kilomètres qu'il s'était lui-même imposée pour ses missiles balistiques. Ils disposent de missiles balistiques d'une portée de trois mille à quatre mille kilomètres. Ils peuvent atteindre le Royaume-Uni. Ils peuvent atteindre l'Europe, où les bases américaines se replient et se dissimulent désormais. Donc, si l'on regarde la situation entre les États-Unis, Israël et l'Iran, Donald Trump a déclaré aujourd'hui même : « Nous n'avons pas besoin d'un accord. » Ces derniers jours, il a dit : « Je n'ai pas besoin de frapper à nouveau l'Iran. »

Nous avons entendu Pete Hegseth lors de sa conférence de presse du matin, avant le vote sur la destitution, ou plutôt le vote à la Chambre des représentants pour engager la procédure de

destitution, que les républicains ont malheureusement rejeté. Il a même dit que nous n'avions plus besoin de faire la guerre. Nous allons simplement garder un œil sur l'Iran, et s'ils osent faire quoi que ce soit, alors nous frapperons à nouveau. Et en réponse, l'Iran a déclaré qu'il ne céderait pas la moindre once de son uranium enrichi destiné à ses activités nucléaires civiles : réacteurs, production d'électricité, navires à propulsion nucléaire, etc. Il n'y a donc aucune négociation de paix en cours. Il n'y a aucune discussion de paix entre l'Iran, les États-Unis et Israël dans ce conflit.

Les Américains et le reste du monde doivent donc en avoir conscience. Une fois de plus, on nous entraîne sur la voie de ce cadre en sept points, que Marco Rubio a qualifié d'inacceptable et d' irréaliste. Et l'Iran a dit : « Eh bien, nous ne céderons pas sur ces conditions. » Nous ne sommes donc pas plus près de la paix aujourd'hui qu'en juin, avec le protocole d'accord en quatorze points, les accords d'Islamabad, et nous savons comment ça s'est terminé. Et quand on regarde les difficultés auxquelles Donald Trump fait face sur le plan intérieur, au sein de son propre gouvernement, au sein de son propre parti, il va devenir de plus en plus autoritaire et s'accrocher au pouvoir, pas seulement en exerçant les pouvoirs que lui confère la Constitution, mais aussi par les moyens que nous voyons à l'œuvre aujourd'hui. Il vient d'ordonner à son vice-président de cesser de se préoccuper de la politique étrangère et d'une éventuelle recherche de la paix avec l'Iran, qui permettrait d'éviter que la guerre ne se poursuive et ne devienne encore plus catastrophique.

Il veut qu'il se concentre, au fond, sur un objectif : faire du Parti démocrate un ennemi politique intérieur aux États-Unis, et y consacrer maintenant toute son énergie, en sapant le processus constitutionnel. Le peuple américain a voté. Le peuple américain s'est exprimé très largement. Et ce président semble incapable de l'accepter. Et je pense que le choc initial est maintenant passé, et qu' il est redevenu le Donald Trump de toujours : vindicatif, abusant de son pouvoir. Et il va faire du prochain Congrès, le cent vingtième Congrès, un instrument au service de ses propres ambitions politiques et de ses vengeances personnelles. Et c'est regrettable. Et tout cela se déroule sur fond de guerre avec l'Iran, une guerre qui est loin d'être terminée.

Et Netanyahou et Trump sont tous les deux le genre de dirigeants qui se serviraient du conflit pour attiser davantage la guerre afin de sauver leur propre carrière politique, ou au moins de se maintenir au pouvoir. C'est pour ça que Netanyahou fait ça : pour saper le processus de formation d'un gouvernement sous la direction d'Eisenkot, pour replonger Israël dans un état de guerre, pour se maintenir au pouvoir. Et Trump et Netanyahou ont la même mentalité malveillante. Et c'est regrettable que le monde doive aujourd'hui en être la victime. On nous ment à tous sur les démarches diplomatiques. Je pense que les États-Unis finiront par soutenir les frappes israéliennes contre l'Iran. On dira peut-être, en signe d'opposition : « Oh, nous ne soutenons pas ça. Nous ne voulons pas qu'ils le fassent. » Et puis, dès qu'ils le feront, on les suivra. Ces plans sont déjà établis. Ils ont déjà été discutés. Ce président ment, une fois de plus, au peuple américain.

#Lawrence Wilkerson

Très bonnes remarques, Tony. Benny, je voudrais juste rectifier un point. Je n'ai pas encore examiné les chiffres. Je les ai ici, mais je ne les ai pas étudiés en détail. Certains démocrates ont aussi contribué à bloquer la procédure de destitution, et eux aussi devraient tous être écartés.

#Anthony Aguilar

Oui, monsieur. Absolument. Je regardais justement ça l'autre jour, parce que le nouveau Congrès, le cent vingtième Congrès issu de ces élections, ne se réunira que le trois janvier. Ses membres ne prêteront serment qu'à ce moment-là. Donc, c'est bien dans le cadre du Congrès actuel que ces chefs de mise en accusation sont examinés. Ce qui a eu lieu la semaine dernière, ce n'était pas le vote sur la mise en accusation. C'était un vote pour décider s'il fallait ou non organiser ce vote. Autrement dit, ce premier vote portait sur la question suivante : est-ce qu'on renvoie le texte en commission, ou est-ce qu'on le soumet au vote en séance plénière pour engager une procédure de mise en accusation ?

Donc, voter oui, c'était en fait voter contre : ça voulait dire renvoyer le texte en commission, ce qui est, au fond, la façon dont le Congrès enterre un dossier. Et pour revenir à ce que vous disiez, monsieur, deux cent onze membres de la Chambre des représentants ont voté oui, tous républicains, à l'exception d'un indépendant. Et deux cent quatre ont voté non, tous démocrates, à l'exception d' un républicain, Massie. Mais dix-huit membres n'ont pas voté. Et parmi ces dix-huit, onze étaient démocrates. Il nous fallait donc sept voix de plus pour arriver à égalité, et huit pour que le non l' emporte. Autrement dit, non au renvoi devant la commission judiciaire, et oui à un vote de mise en accusation. Où étaient ces onze démocrates ?

#Lawrence Wilkerson

Hum.

#Anthony Aguilar

En ne votant pas, ils ont voté. Et avec leurs voix, nous aurions facilement pu faire rejeter le renvoi à la commission judiciaire, puis poursuivre la procédure de destitution. Vous avez donc tout à fait raison, monsieur : les démocrates qui n'ont pas voté sont tout aussi coupables de cela que les républicains qui l'ont fait.

#Lawrence Wilkerson

Je dois dire aussi que je ne pense pas que ça aurait abouti, en fin de compte, parce qu'on a eu deux cas dans notre histoire, je crois : celui de Belknap, le secrétaire à la Guerre de Lincoln, qui a échoué, et puis le cas récent du secrétaire à la Sécurité intérieure de Biden, si je ne me trompe pas.

#Anthony Aguilar

Oui, la procédure de destitution contre Belknap concernait des faits de corruption, de corruption personnelle dans l'exercice de ses fonctions, pas nécessairement des crimes de guerre ou des crimes graves, mais bien de la corruption. Et il a démissionné avant que la procédure n'aille plus loin. La Chambre l'a quand même mis en accusation, mais le Sénat ne l'a pas condamné. Et puis Mayorkas a été le dernier autre membre du gouvernement, sous Biden, à faire l'objet d'une procédure de destitution. Donc, pour revenir à ce que vous disiez, il est de toute façon très peu probable que cette procédure aurait abouti, une fois passée de la Chambre au Sénat, sous le cent dix-neuvième Congrès. Mais elle aurait tout de même eu une portée symbolique, en condamnant ce conflit et le comportement de Pete Hegseth. Et je pense que tout le monde, démocrate ou républicain, devrait s' accorder sur le fait qu'un secrétaire à la Défense ne doit en aucun cas se comporter ainsi, y compris avec ses dernières frasques, ce manque de respect envers la tombe du Soldat inconnu.

#Lawrence Wilkerson

Les intentions des Pères fondateurs, Danny, en matière de destitution ont, à mon avis, été tellement dénaturées que cette procédure n'a plus aucun sens. Je ne pense pas qu'un seul des principaux Pères fondateurs — et je parle là, bien sûr, d'Adams, de Jefferson, de Franklin, peut-être de Washington et d'autres — aurait imaginé que nous ne mettrions pas en accusation, pour ensuite le destituer, au moins un vaurien à chaque génération, y compris un président. Et nous n'avons jamais réussi à le faire. On pourrait dire que, dans le cas de Nixon, cela a fonctionné, parce que les chefs d'accusation étaient si accablants que, lorsque les dirigeants de son propre parti se sont rendus à la Maison-Blanche, il a décidé de démissionner plutôt que d'être le premier président destitué par cette procédure. Mais nous semblons tout simplement ne pas considérer cela comme une procédure constitutionnelle. Et je pense que les Pères fondateurs, ceux qui ont joué un rôle déterminant, auraient dit : « C'est des conneries. Nous voulions qu'on puisse mettre les gens dehors. Nous comprenons la critique de la démocratie formulée par Socrate. »

#Danny

Oui, vous soulevez des points très pertinents. Colonel Wilkerson, du côté iranien, dans cette guerre désastreuse, comme vous la qualifiez, que pensez-vous de ce qui semble être des tentatives pour mettre en place une capacité de dissuasion ? Mohsen Rezaei a déclaré qu'ils construisaient des sous-marins et des navires à propulsion nucléaire. Ils ont reproduit par rétro-ingénierie jusqu'à sept drones. Compte tenu de tout ce que vous venez de dire, si l'on ne peut pas destituer ces crapules politiques, comme vous les appelez, alors qu'elles commettent des crimes de guerre et entraînent les États-Unis dans des guerres sans fin, il semble donc que ce soit à l'Iran de mettre en place une véritable dissuasion. Je me demande ce que vous pensez de ces efforts et des déclarations publiques qui sont faites. Quel regard portez-vous sur le côté iranien ?

#Lawrence Wilkerson

Ils ne me surprennent pas, et ce pour une raison que vous ne saisiriez peut-être pas si je ne vous l' expliquais pas. C'est ce que je vais faire. Quand nous travaillions sur le réseau d'A. Q. Khan, à l' époque où j'étais directeur de cabinet au département d'État, plusieurs de nos découvertes nous ont stupéfiés. L'une d'elles, c'était le nombre de pays qui y participaient, avec ou sans la connaissance de leurs gouvernements, pour autant que nous ayons pu l'établir. Je pourrais nommer ces pays, mais je ne le ferai pas. C'est la première chose qui nous a stupéfiés.

La deuxième chose stupéfiante que nous avons constatée, c'était à quel point les Nord-Coréens aidaient l'Iran et d'autres membres du réseau. Mais c'était vraiment sur l'Iran que nous concentrions notre attention. Cela a d'ailleurs été pris en compte dans les pourparlers à six, et nous nous en sommes servis dans ces discussions. Sans résultat positif, parce que nous n'avons pas eu de véritables discussions : Dick Cheney y avait mis le holà. Il ne nous laissait même pas parler aux Nord-Coréens. Nous devions passer par les Chinois, les Japonais, les Russes ou quelqu'un d'autre. Nous ne pouvions pas nous parler directement. Pensez à Trump aujourd'hui, et à certains de ses diplomates qui ne rencontrent même pas de diplomates iraniens en face à face.

Il ne s'agit pas ici de critiquer l'Iran, même si nous aurions peut-être envie de le faire. Nous observions simplement ce qu'ils faisaient, ce qu'ils apprenaient auprès des Nord-Coréens : comment travailler à grande profondeur sous terre, dans une roche vraiment impénétrable — du granit, pour l' essentiel, ou une roche du même genre —, et comment ils acquéraient toutes sortes de connaissances, de la technologie des ogives à celle des propulseurs. Bref, tout ce que les Nord-Coréens avaient eux-mêmes appris, principalement, je crois — et je pense que nous en avions des preuves —, auprès de scientifiques russes mécontents à la fin de la guerre froide. Ces scientifiques étaient passés d'une situation où ils possédaient des datchas et vivaient plutôt bien à celle, du moins pour certains, de parias dans leur propre société, d'exclus, ou de gens sans avenir. Et ils étaient partis en Corée, ou ailleurs dans ce réseau, pour aider d'autres pays à développer des armes nucléaires, en étant très bien payés. C'était un autre aspect de la question. Il y avait aussi tout le savoir-faire qui avait subsisté. Et ce savoir-faire n'était pas seulement nord-coréen.

C'était aussi chinois et russe. Donc, si je pense que les Iraniens ont aujourd'hui une bonne longueur d'avance, c'est notamment parce que la Chine est devenue un véritable soutien pour eux, un soutien important en matière de sécurité. La Russie aussi, mais elle est un peu en difficulté en Europe en ce moment. Elle reste néanmoins un soutien. Et cette aide est formalisée dans des accords de sécurité, l'un entre la Russie et Téhéran, l'autre entre Pékin et Téhéran. Tout ça pour dire que ce que font les Nord-Coréens en ce moment correspond à ce qu'il vient de dire. Ça correspond à ce que ce général vient de dire. C'était Rezaei, je crois, non ? Celui des Gardiens de la révolution ? Et ça rejoint toute la liste des points qu'il évoquait. Les Nord-Coréens travaillent maintenant sur les tirs.

Ils ont déjà des armes nucléaires qu'ils peuvent tirer depuis leurs sous-marins. Ils travaillent à les lancer depuis des sous-marins en plongée. Et je n'ai aucun doute sur le fait qu'ils vont y arriver,

parce qu'ils ont aussi la Chine et la Russie pour les aider. Et les autres choses qu'ont faites Kim Jong-un et la dynastie Kim en général — même si c'est vraiment Kim Jong-un qui les a menées à bien — font écho à ce qu'il vient de dire. Autrement dit, ils sont en train de faire tout cela, ou ils l'ont déjà fait. Donc, le vieil adage selon lequel Kadhafi a été tué parce qu'il a dit non, tandis que Kim Jong-un est toujours en vie parce qu'il a dit oui, reste valable. Et il vaut aussi pour l'Iran, ce qui m'amène à ce que je voulais dire. L'Iran possède déjà une arme nucléaire, et nous serons surpris quand il la déploiera.

#Danny

Oui, Tony, même question pour vous. Qu'en pensez-vous, du côté iranien ?

#Anthony Aguilar

Oui, je suis tout à fait d'accord avec le colonel sur les enseignements que l'Iran a tirés de la Corée du Nord. C'est un dossier sur lequel j'ai travaillé quand j'étais encore en service actif : la menace souterraine, les capacités souterraines de la Corée du Nord. Vous vous souvenez, il y a des années, quand on craignait que la Corée du Nord passe à l'attaque. Cela semblait presque imminent, à l' époque où Trump surnommait Kim Jong-un « l'homme-fusée ». Nous étudiions à quoi ressembleraient les combats au sol dans la péninsule coréenne. Et nous n'aurions pas pu neutraliser les capacités nord-coréennes par une campagne aérienne, à cause de ces complexes souterrains.

C'est ce qu'on appelle la neutralisation des cibles durcies : neutraliser ces complexes souterrains, qu'on appelle « sub-T », et qui sont immenses. On a récemment découvert le tout dernier complexe construit en Iran, qui s'étend sur plus de cent kilomètres en profondeur et en largeur, et qui est relié à d'autres installations, non seulement pour développer la puissance militaire balistique, mais aussi pour en assurer la logistique. C'est une ville souterraine, une ville souterraine de missiles. Tout cela s'inspire largement des enseignements tirés de la Corée du Nord, parce que les Nord-Coréens ont, je dirais, parfaitement maîtrisé ce savoir-faire en matière de complexes souterrains. Et puis, quand on regarde ce que l'Iran cherche à faire aujourd'hui, tout ça, on l'entend depuis mille neuf cent quatre-vingt-douze de la bouche de Netanyahou : l'Iran est à trois semaines de la bombe, à trois semaines de la bombe.

Eh bien, à ce stade, soit ils ne sont pas plus près d'avoir la bombe qu'ils ne l'ont jamais été, soit ils l' ont déjà. Je penche plutôt pour l'idée qu'ils l'ont probablement déjà. Il ne s'agit plus de dire qu'ils pourraient l'avoir dans deux ou trois semaines. Comme je l'ai dit, soit ils en sont aussi loin qu'ils l'ont toujours été, soit ils l'ont déjà, en réalité. Et moi, je partirais du principe qu'ils l'ont déjà, parce que regardez ce qu'on leur a imposé comme logique : vous savez, si vous n'avez pas l'arme nucléaire, vous vous faites attaquer. Enfin, la Corée du Nord a menacé les États-Unis au point que, vous savez, il y a quelques années, on a été confinés à Hawaï et dans d'autres États de la côte ouest des États-Unis à cause d'une frappe potentielle.

Et nous n'avons pas engagé d'action militaire contre la Corée du Nord en raison de ses alliés et de ses capacités. L'Iran en tire donc aussi une leçon. Et, vous savez, ce que Mohsen Rezaei a aussi déclaré récemment, dans cette nouvelle révélation, c'est que, vous savez, nous ne renoncerons pas à un seul gramme de ce qui constitue notre capacité à fabriquer des armes nucléaires, y compris les matières enrichies jusqu'à soixante pour cent. Nous gardons tout. Nous n'allons pas les donner à la Russie. Nous n'allons pas les donner à la Chine. Nous n'allons pas les donner aux États-Unis. Nous gardons tout, et nous allons nous en servir. Et, vous savez, il a parlé d'utiliser l'uranium enrichi pour la flotte de sous-marins.

Et certains vont peut-être ricaner en disant : « Quels sous-marins ? » Eh bien, l'Iran possède bel et bien une flotte de sous-marins. Il dispose de sous-marins de classe Kilo, de construction russe. Il en possède plusieurs, dont le Tareq, qui est probablement son sous-marin le plus avancé. Il dispose aussi de sous-marins de classe Fateh, de conception nationale, qui sont des sous-marins semi-lourds, ou de taille moyenne. Et puis il y a ces petits sous-marins de poche de classe Ghadir, destinés aux opérations dans les eaux intérieures et côtières. Mais chacune de ces classes — Ghadir, Fateh et Kilo — est capable de tirer des missiles balistiques. Même ces sous-marins de poche de classe Ghadir peuvent tirer des missiles balistiques.

Donc, tous les sous-marins dont l'Iran dispose actuellement sont à propulsion diesel-électrique. Aujourd'hui, l'Iran cherche à acquérir la capacité de les doter d'une propulsion nucléaire, tout en développant l'énergie nucléaire, des centrales nucléaires et des réacteurs nucléaires modulaires pour différentes régions. Nous avons tout cela aussi, ici, aux États-Unis. Donc, vous voyez, il semble que, dans ce cadre en sept points, l'Iran ait vraiment dit fermement : « Toutes les discussions que nous avons eues auparavant sur la possibilité de renoncer à une partie de notre énergie ou de notre uranium enrichi en échange de cela, c'est terminé. Nous n'en céderons pas la moindre once. Et non seulement nous n'y renoncerons pas, mais nous allons nous en servir. Et nous allons nous en servir pour ceci, ceci et cela. » Et c'est ce qu'ils ont fait savoir à la Russie.

Donc, il y a déjà au moins un certain accord tacite de la Russie, puisqu'elle a été informée de tout ça. Alors oui, l'ironie est vraiment flagrante. Ce qu'on voulait faire, ou ce qu'on disait vouloir faire dans cette guerre, a maintenant produit presque l'effet inverse. Dans chacun de ces domaines où l' on disait qu'on allait détruire leur capacité en matière de missiles balistiques, ils en produisent désormais davantage qu'avant, parce qu'ils voient maintenant l'intérêt et l'utilité de disposer de cette capacité. Vous savez, on cherchait à isoler l'Iran… Eh bien, d'une certaine manière, on l'a plutôt rapproché des autres et on en a fait un allié plus intéressant pour la Russie, la Chine et ses voisins dans la région, parce qu'il a tenu tête aux États-Unis.

Ils ne sont pas tombés. Ils sont toujours dans la partie. Et leurs voisins savent que, eh bien, l'Iran sera encore là bien après la fin d'un partenariat avec les États-Unis. Alors, peut-être qu'il faut commencer à regarder vers l'avenir. Dans chacun des domaines que Marco Rubio, Donald Trump et Pete Hegseth ont invoqués pour justifier cette guerre, nous avons obtenu un résultat presque totalement inverse. Ça nous ramène à ce que je dis depuis le vingt-huit février, quand nous avons

commencé cette guerre. Nous nous y engageons sans stratégie cohérente et réalisable. Et ça m'a rappelé mes années au Moyen-Orient — en Afghanistan, en Irak et en Syrie — où j'avais constamment l'impression que, vous savez, l'armée américaine ne faisait que courir derrière la politique à travers le désert.

Quelle est notre politique ? Qu'est-ce qu'on cherche à accomplir ? Quelle est l'issue qu'on vise ? Et chaque année, en Afghanistan, en Irak et en Syrie, cette stratégie changeait. Ah, maintenant, c'est ça. C'est ça qui va nous faire gagner. Ce sera la formule gagnante. Et puis, immanquablement, dès l' année suivante, un nouveau commandant, un nouveau commandant américain, un nouveau commandant régional. Bon, maintenant, voilà la formule pour gagner. Alors, d'accord, mais si on continue à s'engager dans toutes ces impasses, c'est parce que… quelle est la stratégie clairement définie ? Qu'est-ce qu'on cherche à accomplir avant toute chose ? Ça n'avait pas été clairement défini. Et ça ne l'est pas non plus dans ce conflit. Et quand Donald Trump dit : « On n'a pas besoin d' un accord, on va simplement se retirer de tout ça », ce n'est pas à lui d'en décider.

#Lawrence Wilkerson

Permettez-moi d'insister un instant sur ce que Tony vient de dire. Si vous revenez sur le JCPOA et les discussions qui ont eu lieu, regardez ceux qui étaient, pour ainsi dire, de l'autre côté de la table, qui respectaient les sanctions et d'autres mesures qu'ils ne respectent plus aujourd'hui. Regardez la Chine, regardez l'Allemagne, regardez l'Union européenne, regardez tous ceux qui ont participé aux discussions avec Moniz et les autres négociateurs. Mais c'est à Moniz que j'attribue l'essentiel du mérite pour les détails de cette négociation. Figurez-vous qu'on a bel et bien fait participer un spécialiste du nucléaire aux négociations, parce qu'il était membre du gouvernement.

Les résultats que nous avons obtenus tenaient en grande partie au fait que ces deux pays, devenus aujourd'hui de fervents alliés de l'Iran, étaient pleinement d'accord avec nous. Eux non plus ne voulaient pas d'armes nucléaires là-bas. Ils se sont donc joints au mouvement, si l'on peut dire, pour aboutir à cette avancée diplomatique majeure de l'administration Obama. Et qu'a fait Trump ? Il l'a réduite à néant. Une violation totale, totale du droit international. Peu m'importe qu'il se soit agi d'un traité ou d'un accord exécutif. Le droit international reconnaît l'existence de tels accords et impose de les respecter. Et lui, il l'a violé. Et maintenant, il affirme que le but de cette guerre est de parvenir à une situation meilleure que celle qu'aurait instaurée le JCPOA pendant vingt-cinq ans, ce qui est une durée tout à fait appréciable, quand on y pense. C'est le comble de l'ironie, comme l'a dit Tony.

#Danny

Oui, eh bien, colonel Wilkerson, pour rebondir là-dessus, Donald Trump, depuis son premier mandat jusqu'à aujourd'hui, a déchiré beaucoup d'accords.

#Lawrence Wilkerson

La Constitution étant la plus importante.

#Danny

Ah oui. C'est un très bon point. Mais vous pourriez peut-être nous en parler, parce qu'au fond, les gens ne devraient peut-être pas s'étonner que Donald Trump dise un jour sur deux quelque chose de différent au sujet des négociations avec l'Iran, alors que l'Iran répète invariablement : « Il n'y a pas de négociations. » Et vous pourriez peut-être faire le lien avec ce qui vient de se passer à Abou Dhabi, parce qu'on dirait que l'équipe Trump est arrivée avec une nouvelle série d'exigences du même genre que celles de Minsk. Je l'ai dit dans une autre émission : c'est presque comme une boucle sans fin, où l'administration Trump fait semblant de négocier, mais finit par présenter des options qui, en général, sont tout simplement inacceptables d'emblée. Qu'est-ce que vous en pensez ?

#Lawrence Wilkerson

Eh bien, je pense que Sergueï Lavrov et Vladimir Poutine seraient d'accord avec vous à cent pour cent. Et cette rencontre que j'ai brièvement évoquée, que Poutine vient d'avoir avec Witkoff et Kushner… C'est curieux qu'il reçoive des gens qui ne sont pas diplomates, mais ça n'avait pas l'air de l'agacer. Je pense qu'il savait qu'il parlait à ceux qui détiennent réellement le pouvoir au sein de l' administration Trump. Et je suis surpris qu'ils n'aient pas aussi sorti leurs chéquiers pour les tendre à Poutine en lui demandant d'y mettre un peu d'argent. C'est leur véritable but dans la vie, je crois. Mais si l'on considère qu'Abou Dhabi représente, dans une certaine mesure, une avancée… Anatol Lieven a d'ailleurs publié un article là-dessus à l'institut Quincy et il va y consacrer un webinaire, je crois, dans un avenir assez proche.

Je pense qu'on a exploré certains terrains, si vous voulez, qui étaient un peu différents. Et le terrain le plus important qu'on ait exploré, à mon avis, c'était l'architecture de sécurité européenne. Alors, l' Union européenne a très vite rejeté cette idée, avec cette bande de décérébrés et de cinglés. Mais au moins, le sujet a été abordé, et il l'a été sous cette appellation, en quelque sorte : l'ESA, si vous voulez. Nous, nous appelions ça l'Identité européenne de sécurité en mille neuf cent quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze et quatre-vingt-douze. Et nous avions, bien sûr, l'état-major interarmées, qui était devenu, à mon avis, le meilleur état-major militaire au monde grâce à la loi Goldwater-Nichols, en recrutant les dix pour cent des meilleurs officiers de chaque armée, plutôt que les dix pour cent des moins bons.

Et Powell avait mis tout cela en marche rapidement et efficacement. Nous avions une équipe vraiment formidable. Et c'est cette équipe qui avait trouvé cette solution au problème qui se posait à la fin de la guerre froide, en substance : une identité européenne de sécurité. Elle devait être distincte de l'OTAN, et cetera, et cetera. Eh bien, ce dont ils parlent — ce qu'ils ont au moins évoqué à Abou Dhabi, même si l'Union européenne l'a catégoriquement rejeté et que Zelensky le rejetterait probablement aussi s'il était associé aux discussions —, c'était précisément cela, mais à plus grande

échelle : une architecture de sécurité européenne qui inclurait la Russie et prévoirait un arrangement tenant compte de la situation en Ukraine, en attendant que la Russie puisse y être pleinement intégrée.

Et cela ne changerait rien pour l'Ukraine en ce qui concerne l'OTAN ou l'Union européenne. Ce serait la neutralité. Ce serait peut-être un État réduit à une partie de son territoire, mais ce serait la neutralité, une neutralité claire et comprise par tous, pour un avenir prévisible. C'était positif, je pense, mais ceux qui, comme je l'ai dit, ont accueilli cette proposition au sein de l'Union européenne en ont fait quelque chose de négatif. Et je suis sûr que Zelensky en a probablement fait quelque chose de négatif lui aussi. Si nous ne faisons pas quelque chose de ce genre, si nous ne commençons pas à parler d'une architecture de sécurité européenne et à y inclure la Russie — ou du moins, géographiquement, la partie de la Russie qui s'étend de l'Oural vers l'ouest —, je pense que la Russie a déjà pris une décision, qui n'est pas irréversible, mais qui le devient rapidement : celle de mettre tout son poids du côté de la plus grande puissance économique du monde, la Chine.

Et je pense que les deux tiers du monde ont eux aussi décidé de se ranger aux côtés de ce groupe : les deux tiers du PIB et les deux tiers de la population, si ce n'est davantage. Et nous menons contre cela une bataille perdue d'avance. Mais je pense que c'est ce qui sous-tend tout ce que nous faisons. Tout ça pour dire que, si nous avancions dans cette direction, ce qui a été brièvement évoqué à Abou Dhabi pourrait servir de point de départ à de véritables négociations. Je ne m'attends pas à ce que ce soit le cas, pour les raisons que j'ai données, mais ce serait possible. Et cela pourrait ouvrir la voie à ce dont nous avons besoin, à savoir une prise en compte du souhait de la Russie, premièrement, de ne pas voir son existence menacée par quelque puissance que ce soit, ou par une alliance comme l'OTAN, et deuxièmement, depuis Catherine, de participer à la sécurité européenne de manière raisonnablement sensée et constructive. Parce que, si vous regardez un atlas Rand McNally, la Russie est en Europe.

#Danny

Voilà des points importants, colonel Wilkerson. Vous savez, Tony, je voulais vous poser une question pour rebondir sur ce que le colonel Wilkerson vient de dire. J'ai vu cette tendance se dessiner, et j' aimerais connaître votre raisonnement et votre analyse sur les raisons qui expliquent cette situation. On voit l'Europe jouer les trouble-fêtes sous l'administration Trump, dans ce conflit avec la Russie. C' est l'Europe qui intervient, qui rejette catégoriquement toute solution et qui se montre encore plus va-t-en-guerre envers la Russie que Washington. Résultat, on ne peut pas vraiment avancer vers un règlement de la guerre. Et puis, de l'autre côté, il y a Israël.

Sur l'Iran, vous avez, vous savez, l'administration Trump qui mène des négociations par l' intermédiaire de médiateurs, des discussions directes, comme ce qui s'est passé à Islamabad. Mais ensuite, on entend souvent dire : « Eh bien, Israël veut que la guerre continue, donc elle continue. » Pourquoi ? Comment se fait-il que les États-Unis, surtout sous Trump, se présentent comme une puissance hégémonique toute-puissante, capable de faire tout ce qu'elle veut, alors que des acteurs

comme l'Union européenne et Israël semblent souvent exercer une influence, du moins en apparence, qui dépasse peut-être largement leurs capacités réelles face aux États-Unis ? Selon vous, comment cela s'explique-t-il ?

#Anthony Aguilar

Eh bien, d'abord, je voudrais rappeler ce qu'a dit le colonel Wilkerson à propos de la Russie. Vous savez, quand on sort l'atlas Rand McNally et qu'on regarde la carte, oui, la Russie est bel et bien en Europe. En fait, elle est même un élément essentiel de l'existence européenne. Et quand on regarde la manière dont les États-Unis considèrent la Russie, ils ont un commandement européen, un commandement de combat géographique, un peu comme le commandement central américain. Et ce commandement européen, l'EUCOM, dirigé par un général quatre étoiles de l'armée de l'air, Alex Grynkewich, englobe la Russie. Il intègre dans son dispositif les États d'Asie centrale — le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan — ainsi que la Russie. Donc, ce qu'on a vu, vous savez, rien que depuis janvier deux mille vingt-six, c'est que Donald Trump a retiré les États-Unis de soixante-six instances internationales. Et ça, c'est seulement depuis janvier.

Et si on remonte à deux mille vingt, vous savez, juste avant la transition vers l'administration Biden, il a aussi signé tout un tas de textes pour nous retirer de différents accords et organisations. Parmi eux, il y a notamment l'Accord de Paris sur le climat, la CCNUCC et l'Organisation mondiale de la santé. Donald Trump nous a retirés de trente et une entités de l'ONU et de trente-cinq entités hors ONU. En deux mille vingt, il nous a retirés de l'ALENA, qu'il a remplacé par l'Accord États-Unis–Mexique–Canada, ou ACEUM. Il nous a retirés de l'UNESCO. Il nous a retirés du Conseil des droits de l'homme. Il nous a retirés du dispositif de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique, l'AGOA. Donc, quand on regarde tous ces accords, organisations et dispositifs dont ce président nous a retirés, dans son esprit, c'est une position de force : nous n'avons pas besoin de faire partie de ces organisations, puisque c'est nous qui vous disons quoi faire.

Nous n'adhérons pas à ces organisations pour décider des choses en comité. C'est nous qui décidons. Ce sont les États-Unis qui décident. Donald Trump a donc une vision du monde qui date des années mille neuf cent quatre-vingt, alors que nous sommes en deux mille vingt-six. Les États-Unis et l'Europe devraient plutôt chercher des moyens de normaliser leurs relations avec la Russie, au lieu d'être en guerre contre elle. Ils devraient respecter certaines conditions formulées par la Russie, qui dit : « Voilà ce que nous considérons comme une menace existentielle. » Et on peut en dire autant de l'Iran, dans la zone de responsabilité du Commandement central, en Asie occidentale : normaliser les relations avec l'Iran, plutôt que de continuer à en faire un État paria et à lui faire la guerre. Car nous voyons que cela peut produire l'effet inverse, et que cet effet inverse peut devenir la réalité à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés.

Mais si l'administration Trump agit comme ça, c'est parce qu'il a cette mentalité d'homme fort : nous n'avons pas besoin de participer à tout ça. On a vu comment il a tourné le dos à l'OTAN en disant : « Bon, vous ne contribuez pas assez, alors on ne joue plus. On reprend nos jouets et on rentre chez

nous. » Et, vous savez, proférer sans cesse ces menaces en donnant l'impression d'être en position de force, ce n'est pas être en position de force. Ce président n'a ni la discipline ni la maturité nécessaires pour dialoguer avec ces autres nations en tant que représentant de notre pays en matière de politique étrangère, ce qui est bien le rôle du président, et pour agir de manière responsable. Pas forcément en fonction de ce qui est politiquement séduisant sur le moment, mais de ce qui sera le mieux pour l'avenir, dans cinq, dix, quinze ou vingt-cinq ans.

Prenez l'exemple du JCPOA. « Bon, cet accord ne me donne pas tout ce que je veux pour le moment. Il me vaut des critiques. Il est associé à Obama. Je vais m'en retirer. » Alors que maintenant, il dit qu'on espère, à la fin de cette guerre, revenir à quelque chose de mieux que cet accord. Mais on dirait qu'on aura déjà de la chance si on arrive à quelque chose qui se rapproche ne serait-ce que du JCPOA, en matière de relations avec l'Iran ou de politique nucléaire à son égard. C' est donc l'attitude typique de l'homme fort : « On n'a pas besoin de vous. On fera ça tout seuls. »

« Vous avez plus besoin de nous que nous n'avons besoin de vous. Nous ne sommes pas assis à la table ; nous sommes la table. » Voilà le genre d'attitude de Donald Trump. Mais ce n'est tout simplement pas le cas. Ce n'est tout simplement pas la réalité, surtout quand on voit à quel point le monde est devenu interconnecté et à quel point les nations dépendent les unes des autres pour normaliser leurs relations, plutôt que de dire : « Vous êtes notre ennemi juré. Vous êtes notre ennemi juré. Vous êtes les méchants. Nous sommes les gentils. Vous êtes les bleus. Nous sommes les blancs. Voilà les deux camps. » Ce n'est plus la réalité du monde d'aujourd'hui. Et Donald Trump n'en est pas là. Il vit encore dans les années quatre-vingt.

#Danny

Oui, ce sont de très bonnes remarques. Et, colonel Wilkerson, je sais qu'il ne vous reste qu'environ cinq minutes, alors je voulais vous demander : n'est-ce pas frappant de voir quelqu'un que l' Occident, et surtout l'establishment américain, qualifie d'homme fort, comme Vladimir Poutine, faire preuve de beaucoup plus de courtoisie, je dirais, et déployer bien plus d'efforts pour tenter de négocier et mener un véritable dialogue diplomatique, alors que Donald Trump et son administration font exactement ce que Tony vient de décrire, c'est-à-dire, vous voyez, se comporter de cette manière ?

#Lawrence Wilkerson

Je reviens à cette remarque de Garry Kasparov : « Qu'est-ce que Trump ferait de différent s'il était un agent russe ? » C'est lui qui insistait sur ce point. Je pense qu'il y a du vrai là-dedans. Je ne crois pas qu'« agent » soit le bon mot, mais « relais » pourrait convenir. Et tout est une question d'argent. Avec Trump, au bout du compte, tout tourne autour de l'argent.

#Danny

Oui, eh bien, peut-être pourriez-vous nous donner votre point de vue, pour conclure, sur la situation actuelle et sur ce qu'il faut surtout retenir de la semaine écoulée. Je crois que ça fait une semaine qu'on ne vous a pas reçu.

#Lawrence Wilkerson

Eh bien, sur le plan intérieur, nous en sommes à un nouveau stade, je crois. Mais je me demande — et j'espère vivre encore un peu pour le voir — si ça changera quoi que ce soit, parce que, franchement, je pense que notre système ne fonctionne plus. Et je ne l'entends pas au sens où beaucoup de gens le disent, même s'ils ont raison sur un point secondaire — qui n'est peut-être pas si secondaire que ça : l'argent l'a corrompu. C'est vrai. Qu'on n'a plus de gens vraiment compétents qui se présentent aux élections. C'est vrai, dans une large mesure. Que la population n'est pas suffisamment instruite. C'est la vieille critique de Socrate : on ne peut pas avoir de démocratie, parce qu'on ne peut pas avoir une population instruite sur une longue période. Et d'autres choses du même genre. Mais je pense que le temps nous est compté. Et je l'ai déjà dit ailleurs.

Je pense que l'heure de la Chine est venue. Et celle de ses alliés aussi. Et je pense que c'est là toute la trame de la lutte géopolitique et géostratégique qui se joue dans le monde. Et quand on est les États-Unis, il y a deux façons de l'aborder. La première, c'est de trouver un terrain d'entente, dans un esprit de coopération et de collaboration qui favorise l'harmonie et la bonne entente, et de s'attaquer aux deux défis existentiels auxquels nous sommes tous confrontés. Le changement climatique… Je ne sais pas si vous avez vu le dernier rapport. Le seul article que j'aie vu à ce sujet était dans The Guardian. Mais le constat est vraiment alarmant. Il y a vingt ans, quand j'ai rejoint le groupe de travail sur la sécurité climatique — qui réunissait le département de la Défense, le département de la Sécurité intérieure, l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique et la NASA —, nous étions loin, très loin d'imaginer une hausse des températures comme celle que nous connaissons aujourd'hui.

Nous connaissons actuellement une hausse des températures, constatée cette année et l'année dernière, qui dépasse de loin ce que nous avions jugé supportable pour la survie humaine à l'horizon deux mille cinquante, deux mille soixante. C'est donc un défi, un immense défi. Et puis il y a les armes nucléaires, sans aucun traité pour les encadrer, et des pays qui développent leur arsenal, nous y compris. Voilà les problèmes auxquels nous devrions nous attaquer. Alors, admettons que nous ne sommes plus la première puissance mondiale. Nous ne le sommes plus. Tout simplement. Il y a aussi d'autres pays alliés à la première puissance mondiale qui, collectivement, sont bien plus puissants que nous. Alors, relevons ce défi en faisant preuve de bon sens, de sagesse et d'intelligence, en nous gouvernant en conséquence, et en agissant de même dans nos rapports avec le reste du monde. Ne jetons pas le droit international aux orties, par exemple. Rétablissons-le. Je ne crois pas un seul instant que cela va se produire. Je vais donc quitter ce monde à un moment où mon pays se désagrège. Ce n'est pas très réconfortant.

#Danny

Eh bien, nous vous remercions sincèrement, colonel Wilkerson, de faire entendre votre voix et d' apporter un peu de bon sens et une véritable analyse de la réalité des faits. Mais je sais que vous avez un autre rendez-vous, alors merci beaucoup d'avoir été avec nous. Nous allons nous arrêter là, et nous espérons vous retrouver très bientôt.

#Lawrence Wilkerson

Bien sûr. Je vais voir le juge. J'y vais. D'accord. Prends soin de toi. Ça m'a fait plaisir de te voir, Tony.

#Danny

Coupable, je plaide coupable.

#Lawrence Wilkerson

Continuez le bon travail que vous faites là-bas.

#Anthony Aguilar

C'est tragique. À Gaza, la situation empire chaque jour. Ils ont tué trente personnes hier. Oui, et récemment, Hamilton, le pilote de Formule 1, était à Gaza, et il a beaucoup publié sur ce qu'il y a vu. Alors, grâce à sa notoriété et à son audience, j'espère qu'on continuera à faire savoir à ceux qui veulent bien écouter ce qui se passe vraiment là-bas. Oui.

#Danny

Prenez soin de vous, tout le monde. Prenez soin de vous. Merci. Bon, Tony, on pourrait peut-être vous laisser le mot de la fin et revenir là-dessus. Enfin, oui, jusqu'à trente morts à Gaza en une seule journée. Et le colonel Wilkerson a soulevé un point très pertinent au sujet du… vous savez, du régime politique, je dirais, actuellement en place à Washington. Et oui, ce problème de l' exceptionnalisme américain persiste. Et pour ma part, je n'ai pas non plus beaucoup d'espoir concernant ce nouveau régime du Parti démocrate qui arrive au Congrès. J'entends parler de quinze milliards de dollars pour l'Ukraine. Mais je n'entends pas grand-chose sur les mesures concrètes qui permettraient de vraiment respecter la volonté de l'immense majorité des électeurs démocrates : mettre définitivement fin à ce génocide à Gaza et, bien sûr, mettre fin à la guerre contre l'Iran. Qu' en pensez-vous, alors qu'il nous reste environ cinq minutes ?

#Anthony Aguilar

Oui, je n'ai pas une immense confiance dans ce cent vingtième Congrès. Je pense que les Américains qui sont allés voter et qui ont élu ce nouveau Congrès ne l'ont pas fait parce qu'ils voulaient des politiques démocrates. C'était un désaveu de la guerre et de ce que fait le Parti

républicain, mais ce n'était pas forcément une adhésion aux politiques du Parti démocrate. Les Américains veulent que les choses changent sur le point le plus crucial de la situation actuelle : cette guerre. Et à la première occasion de désavouer ce conflit, même si le geste était peut-être symbolique, alors que les voix nécessaires étaient là, ce sont les démocrates qui ont saboté cette initiative visant à organiser un vote sur la mise en accusation de Hegseth.

Donc, les Américains ne doivent pas se laisser berner en croyant qu'une prise de contrôle de la Chambre des représentants et du Sénat par le Parti démocrate va automatiquement nous donner tout ce qu'on veut et faire bouger les choses. Si on regarde l'ensemble des démocrates qui ont reçu de l'argent de l'AIPAC ou d'autres sources d'influence étrangère, en fait, ils reçoivent plus d'argent de l'AIPAC que les républicains. Et puis, quand on regarde, vous savez, qui est dans la poche de qui, regardez Hakeem Jeffries. Je crois qu'il y avait des signatures sur une pétition pour que Hakeem Jeffries ne soit pas reconduit à la présidence de la Chambre des représentants.

Plus d'un million de signatures, et ce chiffre continue d'augmenter. Et Hakeem Jeffries a dit : « Non, je ne vais pas me retirer. Je vais quand même me présenter. » Et, vous savez, il est probable qu'il devienne président de la Chambre des représentants. Donc, le Parti démocrate n'écoute pas non plus le peuple américain. Alors, vous savez, nous en sommes aujourd'hui à un point où, sur la scène internationale ou mondiale, oui, la Chine monte en puissance. La Chine est une puissance ascendante, tandis que les États-Unis sont une puissance en déclin. Et si nous l'avions reconnu plus tôt, il n'aurait pas forcément été question de supériorité ou d'infériorité, ni de puissance plus grande ou plus petite.

Il aurait pu y avoir une relation d'égal à égal. Il aurait pu y avoir des relations économiques normales, équilibrées, dans la manière dont les États-Unis interagissent et agissent sur la scène mondiale. Mais nous avons choisi de faire de la Chine un adversaire et de dire, vous savez : « Eh bien non, ce sont eux les méchants. Nous, nous sommes les gentils. » Or, quand on voit ce que la Chine est en train de devenir, il est clair que son étoile monte et que les États-Unis déclinent. On comprend très bien ce qui se passe, et c'est à cause de notre politique et de la manière dont notre pays est gouverné, sous les républicains comme sous les démocrates. Je l'ai toujours dit, et c'est vraiment comme ça que je vois les choses : ce sont les deux faces d'une même pièce.

Ce sont les deux ailes d'un même oiseau. Elles peuvent sembler un peu différentes, mais en réalité, c' est exactement la même chose quand il s'agit de ce qu'ils veulent financer ou de ce à quoi ils refusent de s'opposer. Au cours des deux dernières années et demie, je me suis rendu au Capitole une semaine par mois et j'ai parlé à des centaines de membres de la Chambre des représentants et à presque tous les sénateurs. J'ai eu droit à autant de « Bon, c'est compliqué » ou, vous savez, de « Nous soutenons Israël » chez les démocrates que chez les républicains. Alors, croire que cette élection marque une nouvelle ère dans la politique américaine ou dans la manière de gouverner le pays, c'est tout simplement faux.

Et encore une fois, les démocrates ont échoué à ce premier test, même s'il était symbolique. Ces onze-là ne se sont pas abstenus de voter parce qu'ils ignoraient qu'un vote avait lieu ce jour-là, ou parce qu'ils n'avaient pas réglé leur réveil. Ils ont délibérément choisi d'être présents sans voter parce que, vous savez, ils préfèrent faire de la politique plutôt que de faire ce qui est juste. Mais oui, je suis d'accord avec le colonel Wilkerson sur ce point. Et quand on regarde ce qui attend les États-Unis, vous savez, à l'approche de dimanche, il faut se rappeler que, dimanche, l'USS Roosevelt entre dans la zone de responsabilité du commandement central américain.

Et Israël réunit son cabinet de sécurité nationale pour décider s'il donne le feu vert à des frappes contre l'Iran. Et cela va évidemment entraîner de nouveau les États-Unis dans cette affaire. Ce sont des choses auxquelles les États-Unis doivent prêter attention. Donald Trump a beau dire aux Américains : « Pour nous, c'est terminé. On n'en a pas besoin. On n'a pas besoin d'un accord. On contrôle le détroit d'Ormuz. On détient des milliards de dollars iraniens. Ils sont anéantis. Ils sont finis », ce n'est pas vrai. Et les Américains doivent commencer à y prêter attention, parce que si vous pensez que le Parti démocrate et le cent vingtième Congrès vont nous sauver, vous vous trompez lourdement.

#Danny

Oui, ce sont de très bonnes remarques. On voit déjà apparaître de nouvelles façons assez créatives de présenter les choses. AOC tient maintenant ce discours : « On a les mains liées », avec des phrases comme : « Hakeem Jeffries ne peut rien faire. C'est comme ça que ça marche. » Et je le dis ouvertement : il faut s'attendre à une vaste tentative des démocrates, sur la question de l'Iran — surtout la guerre en Iran et tout ce qui se passe en Asie de l'Ouest en général — de présenter Trump comme une sorte de fou furieux impossible à arrêter, vous voyez, qui va passer outre le Congrès, et face auquel ils ne peuvent donc rien faire. Et maintenant, il faudrait voter pour leur candidat à la présidentielle de deux mille vingt-huit. C'est un peu comme ça que je vois les choses. Non, vous avez raison.

#Anthony Aguilar

Les démocrates sont vraiment dans une logique où ils préfèrent de loin voir le pays échouer plutôt que d'exercer leurs pouvoirs et de prendre leurs responsabilités pour apporter ces changements. Parce qu'ils veulent faire passer Donald Trump et les dirigeants du Parti républicain pour un échec total, à des fins politiques, pour favoriser un candidat démocrate en deux mille vingt-huit. C'est triste de voir que notre Congrès préfère de loin voir notre pays échouer pour, vous savez, une question d' image politique, alors qu'avec tous les pouvoirs dont il dispose, il y a beaucoup de changements qu'il peut apporter dès maintenant, avec une Chambre des représentants et un Sénat à majorité démocrate, et des majorités écrasantes.

Ils ont beaucoup de pouvoir. Alors, c'est vraiment décourageant de voir que beaucoup de ces figures du Parti démocrate au Congrès, qui n'hésitent pas à faire entendre leur voix, disent maintenant des choses comme : « Eh bien, on a les mains liées », ou : « On ne peut pas. » Ou encore, vous savez, ce vote qui a eu lieu cette semaine… Je trouve toujours scandaleux qu'un membre du Congrès puisse s'abstenir de voter, sauf s'il est sur son lit de mort ou dans l'incapacité de le faire. C'est votre travail. C'est pour ça que vous êtes là. Je trouve ça absolument scandaleux, et c'est une trahison de la confiance que les Américains accordent à ceux qu'ils élisent.

#Danny

Sur ce, Tony, on peut s'arrêter là. Avant de partir, tout le monde, cliquez sur « J'aime ». Ça aide à donner plus de visibilité à l'émission dans l'algorithme de YouTube. Tous les liens pour soutenir l' émission se trouvent dans la description de la vidéo, juste en dessous. C'est toujours un plaisir de vous retrouver, Tony. On va donc terminer le direct ici. Encore une fois, tout le monde, cliquez sur « J'aime ». Et à demain à treize heures, heure de l'Est, avec Larry Johnson. Au revoir !